

Loi relative à l'implication des travailleurs au sein d'une Société européenne (SE-Beteiligungsgesetz - SEBG)

Date de promulgation : 22/12/2004

La présente loi transpose la directive 2001/86/CE du Conseil du 8 octobre 2001 complétant le Statut de la Société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs (JO n° L 294 p. 22).

TABLE DES MATIÈRES

Loi relative à l'implication des travailleurs au sein d'une Société européenne (SE-Beteiligungsgesetz - SEBG)	1
Partie 1 Dispositions générales	3
Article 1 Objectif de la loi	3
Article 2 Définitions	3
Article 3 Champ d'application	5
Partie 2 Groupe spécial de Négociation	5
Chapitre 1 Création et composition	5
Article 4 Information des directions	5
Article 5 Composition du Groupe spécial de Négociation	6
Article 6 Conditions personnelles d'éligibilité des membres du Groupe spécial de Négociation revenant à l'Allemagne	6
Article 7 Répartition des sièges revenant à l'Allemagne au sein du Groupe spécial de Négociation	7
Chapitre 2 Collège électoral	7
Article 8 Composition du collège électoral ; élection directe	7
Article 9 Convocation du collège électoral	8
Article 10 Élection des membres du Groupe spécial de Négociation	8
Chapitre 3 Procédure de négociation	9
Article 11 Information relative aux membres du Groupe spécial de Négociation	9
Article 12 Réunions ; règlement intérieur	9
Article 13 Coopération entre le Groupe spécial de Négociation et les directions	9

Article 14 Experts et représentants d'organisations externes appropriées	10
Article 15 Adoption de décisions au sein du Groupe spécial de Négociation	10
Article 16 Décision de ne pas engager de négociations ou de clore des négociations déjà entamées	10
Article 17 Procès-verbal	11
Article 18 Reprise des négociations	11
Article 19 Coûts du Groupe spécial de Négociation.....	11
Article 20 Durée des négociations.....	12
Partie 3 Implication des travailleurs au sein de la SE	12
Chapitre 1 Implication des travailleurs en vertu d'un accord	12
Article 21 Contenu de l'accord.....	12
Chapitre 2 Implication des travailleurs en vertu de la loi.....	13
Section 1 Le Comité d'entreprise SE institué en vertu de la loi.....	13
Article 22 Condition préalable.....	13
Article 23 Création du Comité d'entreprise SE	13
Article 24 Réunions et décisions	14
Article 25 Examen de la composition du Comité d'entreprise SE	14
Article 26 Décision de réouverture de négociations	14
Article 27 Compétences du Comité d'entreprise SE	14
Article 28 Information et consultation annuelles.....	15
Article 29 Information et consultation en cas de circonstances exceptionnelles	15
Article 30 Information par le Comité d'entreprise SE	16
Article 31 Formation continue.....	16
Article 32 Experts	16
Article 33 Coûts et frais de matériel	16
Section 2 Participation en vertu de la loi.....	16
Article 34 Conditions particulières	16
Article 35 Étendue de la participation.....	17
Article 36 Répartition des sièges et désignation	17
Article 37 Révocation et contestation de la validité	18
Article 38 Statut juridique; structure interne	18
Section 3 Protection d'entreprises poursuivant certains buts.....	19

Article 39 Entreprises poursuivant certains buts	19
Partie 4 Principes de coopération et dispositions protectrices	19
Article 40 Coopération loyale.....	19
Article 41 Préservation du secret; confidentialité	19
Article 42 Protection des représentants des travailleurs	20
Article 43 Interdiction d'abus	20
Article 44 Protection de la constitution et de l'activité	20
Partie 5 Dispositions pénales et relatives aux amendes ; disposition finale	21
Article 45 Dispositions pénales.....	21
Article 46 Dispositions concernant les amendes administratives.....	21
Article 47 Application du droit national	22

PARTIE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 OBJECTIF DE LA LOI

(1) La présente loi régit l'implication des travailleurs au sein d'une Société européenne (SE) qui fait l'objet du règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne (JO n° L 294 p. 1). L'objectif de la loi est de garantir les droits acquis des travailleurs en matière d'implication dans les décisions prises par l'entreprise. Les droits des travailleurs existant au sein des sociétés constituant une SE sont déterminants pour l'aménagement des droits des travailleurs en matière d'implication dans la SE.

(2) Afin d'assurer le droit d'information et de consultation des travailleurs au niveau transnational, ainsi que leurs droits de participation et autres formes d'implication, un accord relatif à l'implication des travailleurs au sein d'une SE est conclu. A défaut d'un tel accord, l'implication des travailleurs au sein d'une SE est garantie par la loi.

(3) Les dispositions de la présente loi ainsi que l'accord visé à l'alinéa 2 doivent être interprétés d'une manière favorisant l'objectif de la Communauté européenne de garantir l'implication des travailleurs au sein d'une SE.

(4) Les principes consacrés par les alinéas 1 à 3 s'appliquent également aux modifications structurelles introduites dans une SE existante ainsi qu'aux effets de ces modifications sur les sociétés impliquées et leurs salariés.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

(1) La notion de travailleur dépend de la législation et des pratiques de chaque État membre. Sont considérés comme travailleurs d'une entreprise ou d'un établissement national, les ouvriers et les

employés, y compris les personnes en cours de formation professionnelle et les cadres dirigeants au sens de l'article 5 alinéa 3 phrase 2 de la Loi allemande sur l'organisation des entreprises [*Betriebsverfassungsgesetz, BetrVG*], indépendamment du fait que ces personnes travaillent dans l'établissement, dans le service extérieur ou comme télétravailleurs. Sont également considérées comme travailleurs les personnes travaillant à domicile qui travaillent principalement pour l'entreprise ou l'établissement en question.

(2) Les sociétés participantes sont les sociétés qui participent directement à la constitution d'une SE.

(3) Une filiale est une entreprise juridiquement indépendante sur laquelle une société exerce une influence dominante au sens de l'article 3 paragraphes 2 à 7 de la directive 94/45/CE du Conseil du 22 septembre 1994 concernant l'institution d'un Comité d'entreprise européen ou d'une procédure d'information et de consultation des travailleurs dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire (JO n° L 254 p. 64). L'article 6 alinéas 2 à 4 de la Loi du 28 octobre 1996 relative aux Comités d'entreprise européens [*Europäische Betriebsräte-Gesetz*] (Journal officiel fédéral BGBl. I p. 1548, 2022) est applicable.

(4) Une filiale ou un établissement concernés sont des filiales ou des établissements d'une société participante qui doivent devenir des filiales ou des établissements de la SE.

(5) La notion de direction renvoie à l'organe des sociétés participant à la constitution d'une SE ou à l'organe de la SE proprement dite chargé de diriger les activités de la société et habilité à la représenter. En ce qui concerne les sociétés participantes, il s'agit de l'organe de direction ou de l'organe d'administration, et pour la SE il s'agit de l'organe de direction ou des directeurs chargés de la gestion de la société.

(6) La représentation des travailleurs désigne tout organe de représentation des travailleurs prévu par la Loi allemande sur l'organisation des entreprises [*Betriebsverfassungsgesetz*] (Comité d'entreprise, Comité central d'entreprise, Comité de groupe ou tout organe de représentation constitué selon l'article 3 alinéa 1 n° 1 à 3 de la Loi allemande sur l'organisation des entreprises).

(7) Le Comité d'entreprise SE est l'organe de représentation des travailleurs de la SE instauré sur le fondement d'un accord selon l'article 21 ou en vertu de la loi conformément aux articles 22 à 33, afin d'exercer le droit d'information et de consultation des travailleurs de la SE, des filiales et établissements de cette dernière ainsi que, si un accord en ce sens a été conclu, le droit de participation et d'autres formes d'implication concernant la SE.

(8) La notion d'implication des travailleurs signifie l'information, la consultation, la participation et tout autre mécanisme par lequel les représentants des travailleurs peuvent exercer une influence sur les décisions à prendre au sein de l'entreprise.

(9) Les droits d'implication sont des droits reconnus aux travailleurs et à leurs représentants en matière d'information, de consultation, de participation et des autres formes d'implication. Ceci peut également comprendre l'exercice de ces droits au sein des entreprises appartenant à la SE.

(10) La notion d'information désigne le fait que la direction de la SE informe le Comité d'entreprise SE ou d'autres représentants des travailleurs sur les questions qui concernent la SE proprement dite ou l'une de ses filiales ou l'un de ses établissements situé dans un autre État membre, ou sur les questions qui excèdent les pouvoirs des instances de décision à l'échelon d'un État membre. Cette information doit avoir lieu à un moment, d'une manière et avec un contenu tels qu'ils permettent aux représentants des travailleurs de procéder à une appréciation circonstanciée des effets possibles et, le cas échéant, de préparer une consultation avec l'organe directeur de la SE.

(11) Le terme de consultation renvoie à l'instauration d'un dialogue et d'un échange de points de vue entre le Comité d'entreprise SE ou d'autres représentants des travailleurs d'une part, et la direction de la SE ou un autre organe de direction compétent, doté de pouvoirs de décision propres. Le moment,

la manière et le contenu de la consultation doivent permettre au Comité d'entreprise SE, sur la base des informations fournies, de formuler un avis sur les mesures envisagées par la direction de la SE, avis dont il pourra être tenu compte dans le cadre du processus décisionnel au sein de la SE.

(12) La notion de participation désigne l'influence exercée par les travailleurs sur les affaires d'une société :

1. en exerçant leur droit d'élire ou de désigner certains membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société ou
2. en exerçant leur droit de recommander la désignation d'une partie ou de l'ensemble des membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société ou de s'y opposer.

ARTICLE 3 CHAMP D'APPLICATION

(1) La présente loi s'applique à toute SE ayant son siège sur le territoire national. Indépendamment du siège de la SE, elle s'applique également aux travailleurs de la SE employés sur le territoire national ainsi qu'aux sociétés participantes, aux filiales et aux établissements concernés ayant leur siège sur le territoire national.

(2) Les États membres au sens de la présente loi sont les États membres de l'Union européenne ainsi que les autres États contractants de l'Espace économique européen.

PARTIE 2 GROUPE SPÉCIAL DE NÉGOCIATION

CHAPITRE 1 CRÉATION ET COMPOSITION

ARTICLE 4 INFORMATION DES DIRECTIONS

(1) Le Groupe spécial de Négociation est créé sur la base d'une invitation écrite des directions. Il a pour mission de conclure avec les directions un accord écrit relatif à l'implication des travailleurs au sein de la SE.

(2) Lorsque les directions envisagent la constitution d'une SE, ils en informeront les organes de représentation des travailleurs et les comités d'expression des cadres dirigeants au sein des sociétés participantes ainsi que des filiales et des établissements concernés. A défaut d'un organe de représentation des travailleurs, cette information sera transmise directement aux travailleurs. Les directions fourniront les informations de leur propre initiative et immédiatement après la publication du projet de fusion, du projet de constitution d'une société holding, du projet de transformation en une SE ou après l'adoption d'un projet de constitution d'une filiale.

(3) L'information englobera notamment :

1. l'identité et la structure des sociétés participantes, des filiales et des établissements concernés ainsi que leur répartition géographique entre les États membres ;
2. les organes de représentation existant au sein de ces sociétés, filiales et établissements ;
3. le nombre de travailleurs de chaque société, filiale et établissement ainsi que, calculé sur la base de ces données, le nombre total de travailleurs employés sur le territoire d'un État membre ;
4. le nombre de travailleurs auxquels sont reconnus des droits de participation dans les organes de ces sociétés.

(4) Le moment déterminant pour le calcul du nombre de travailleurs sera la date de communication des informations selon les dispositions de l'alinéa 2.

ARTICLE 5 COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL DE NÉGOCIATION

(1) Des membres du Groupe spécial de Négociation sont élus ou désignés pour les travailleurs employés dans chaque État membre des sociétés participantes et des filiales et établissements concernés. Une personne provenant de cet État membre doit être élue ou désignée en tant que membre du Groupe spécial de Négociation pour chaque tranche de travailleurs employés dans un État membre qui représente 10% du nombre de travailleurs employés par les sociétés participantes et les filiales ou établissements concernés dans l'ensemble des États membres ou pour chaque fraction de ladite tranche.

(2) Dans le cas d'une SE constituée par voie de fusion, il conviendra d'élire ou de désigner comme membres du Groupe spécial de Négociation autant de membres supplémentaires que nécessaires pour assurer que toute société participante immatriculée et employant des travailleurs dans l'État membre en question et qui, en raison de l'immatriculation prévue de la SE, cessera d'avoir une existence juridique propre, sera représentée par au moins un membre au sein du Groupe spécial de Négociation. Ceci ne saurait conduire à une double représentation des travailleurs concernés.

(3) Le nombre de ces membres supplémentaires ne pourra excéder 20 % des membres désignés conformément aux dispositions de l'alinéa 1. S'il n'a pas été possible de tenir compte de chacune des sociétés qui doivent être représentées en vertu des dispositions de l'alinéa 2 et de leur attribuer un membre supplémentaire au sein du Groupe spécial de Négociation, des sièges supplémentaires seront attribués aux sociétés selon l'ordre décroissant du nombre de travailleurs qu'elles emploient. Ce faisant, il faudra assurer qu'un État membre ne se voie pas attribuer plusieurs sièges supplémentaires tant que tous les autres États membres dont proviennent des sociétés qui doivent être représentées en vertu des dispositions de l'alinéa 2 n'auront pas obtenu de siège.

(4) Si, pendant la période d'activité du Groupe spécial de Négociation, des changements relatifs à la structure ou au nombre de travailleurs employés dans les sociétés participantes, les filiales ou les établissements concernés et pouvant modifier la composition concrète du Groupe spécial de Négociation devaient intervenir, le Groupe spécial de Négociation devra être recomposé en fonction de ces changements. Les directions sont tenues d'informer sans délai le Groupe spécial de Négociation de tels changements. Les dispositions de l'article 4 alinéas 2 à 4 s'appliqueront par analogie.

ARTICLE 6 CONDITIONS PERSONNELLES D'ÉLIGIBILITÉ DES MEMBRES DU GROUPE SPÉCIAL DE NÉGOCIATION REVENANT A L'ALLEMAGNE

(1) Les conditions personnelles d'éligibilité des membres du Groupe spécial de Négociation sont régies par le droit de l'État membre dans lequel ces membres sont élus ou désignés.

(2) En Allemagne, les travailleurs des sociétés, filiales et établissements ainsi que les représentants syndicaux sont éligibles aux fonctions de membres du Groupe spécial de Négociation. L'élection de femmes et d'hommes devra être assurée en fonction de leur proportion numérique. Un suppléant devra être élu pour chaque membre.

(3) Si plus de deux membres du Groupe spécial de Négociation ont été désignés en Allemagne, chaque troisième membre sera le représentant d'un syndicat représenté au sein de l'une des sociétés participant à la constitution de la SE.

(4) Si plus de six membres du Groupe spécial de Négociation ont été désignés en Allemagne, au moins chaque septième membre sera un cadre dirigeant.

ARTICLE 7 RÉPARTITION DES SIÈGES REVENANT A L'ALLEMAGNE AU SEIN DU GROUPE SPÉCIAL DE NÉGOCIATION

- (1) L'élection ou la désignation des membres du Groupe spécial de Négociation selon l'article 5 sont régies par le droit en vigueur dans l'État membre en question.
- (2) Dans le cadre de l'élection des membres du Groupe spécial de Négociation devant être désignés en Allemagne, chaque société participant à la constitution de la SE, ayant son siège sur le territoire national et employant des travailleurs sur le territoire national devra être représentée au sein du Groupe spécial de Négociation par au moins un membre.
- (3) Lorsque le nombre des membres du Groupe spécial de Négociation revenant à l'Allemagne sera inférieur au nombre des sociétés participant à la constitution de la SE, ayant leur siège social sur le territoire national et employant des travailleurs sur le territoire national, ces sociétés se verront attribuer un siège chacune selon l'ordre décroissant du nombre de leurs travailleurs.
- (4) Lorsque le nombre des membres du Groupe spécial de Négociation revenant à l'Allemagne sera supérieur au nombre des sociétés participant à la constitution de la SE, ayant leur siège sur le territoire national et employant des travailleurs sur le territoire national, les sièges restant à répartir après application des dispositions de l'alinéa 2 seront répartis entre les sociétés participantes selon la méthode d'Hondt.
- (5) Lorsqu'aucune société ayant son siège sur le territoire national ne participera à la constitution de la SE mais que seuls seront touchés par cette constitution des établissements de sociétés étrangères, les dispositions des alinéas 2 à 4 s'appliqueront par analogie.

CHAPITRE 2 COLLÈGE ÉLECTORAL

ARTICLE 8 COMPOSITION DU COLLÈGE ÉLECTORAL ; ELECTION DIRECTE

- (1) Les membres du Groupe spécial de Négociation qui, en vertu de la présente loi ou de la loi d'un autre État membre, représentent les travailleurs employés sur le territoire national par les sociétés participant à la constitution d'une SE ou par les filiales ou établissements concernés, seront élus par un collège électoral au suffrage direct et à bulletin secret. Au cas de figure prévu à l'article 6 alinéa 3, chaque troisième membre devra être élu sur proposition d'un syndicat représenté au sein de l'une des entreprises participant à la constitution de la SE. Si une seule liste de candidats est proposée, cette dernière devra comporter au moins deux fois plus de noms de candidats qu'il n'y aura de représentants des syndicats à élire. Toute liste de candidats proposée par un syndicat devra être signée par un représentant de ce syndicat. Au cas de figure prévu à l'article 6 alinéa 4, chaque septième membre devra être élu sur proposition des comités d'expression des cadres dirigeants ; la phase 3 du présent article s'applique par analogie. A défaut de comités d'expression des cadres dirigeants dans l'une des entreprises participantes ou l'un des groupes d'entreprises participants, les cadres dirigeants pourront présenter des listes de candidats ; une liste de candidats devra être signée par un vingtième ou 50 des cadres dirigeants ayant qualité d'électeurs.
- (2) Si au niveau national, un seul groupe d'entreprises participe à la constitution de la SE, le collège électoral sera composé des membres du Comité de groupe ou, à défaut, des membres du Comité central d'entreprise ou, à défaut, des membres du Comité d'entreprise. Les établissements et entreprises d'un groupe d'entreprises sans Comité d'entreprise seront représentés eux aussi par le Comité de groupe, le Comité central d'entreprise ou le Comité d'entreprise.
- (3) Si au niveau national une seule entreprise participe à la constitution de la SE, le collège électoral sera composé des membres du Comité central d'entreprise ou, à défaut, des membres du Comité

d'entreprise. Les établissements d'une entreprise sans Comité d'entreprise seront représentés eux aussi par le Comité central d'entreprise ou le Comité d'entreprise.

(4) Si au niveau national, un seul établissement est concerné par la constitution de la SE, le collège électoral sera composé des membres du Comité d'entreprise.

(5) Lorsqu'un ou plusieurs groupes d'entreprises ou entreprises non liées participent à la constitution de la SE ou si cette constitution concerne des établissements indépendants des entreprises, le collège électoral se composera des organes de représentation respectifs des travailleurs à l'échelon du groupe, de l'entreprise ou de l'établissement. Les dispositions des alinéas 2 à 4 s'appliqueront par analogie. Si dans les cas mentionnés à la phrase 1 il n'existe pas de représentation des travailleurs, les membres du collège électoral seront élus par les travailleurs au moyen d'une élection directe. Le scrutin sera organisé et réalisé par un bureau électoral élu par une assemblée des travailleurs qui aura été convoquée par la direction nationale du groupe, de l'entreprise ou de l'établissement. Le nombre de membres à élire du collège électoral devra correspondre au nombre de membres qu'aurait l'un des organes de représentation des travailleurs mentionnés aux alinéas 2 à 4. Pour le mode de scrutin, les dispositions de l'alinéa 7 phrases 3 à 5 s'appliqueront par analogie.

(6) Le collège électoral sera composé de 40 membres au maximum. En cas de dépassement de cette limite, le nombre des membres du collège électoral devra être réduit en fonction de leur proportion numérique, selon la méthode d'Hondt.

(7) A défaut d'un organe de représentation des travailleurs dans les cas mentionnés aux alinéas 2 à 5, les salariés éliront les membres du Groupe spécial de Négociation au suffrage direct et à bulletin secret. Le scrutin sera organisé et réalisé par un bureau électoral élu par une assemblée des travailleurs qui aura été convoquée par la direction nationale du groupe, de l'entreprise ou de l'établissement. L'élection des membres du Groupe spécial de Négociation aura lieu au scrutin à la proportionnelle. Si une seule liste de candidats est proposée, l'élection se fera à la majorité des voix. Chaque liste de candidats proposée par les travailleurs devra être signée par au moins un vingtième des travailleurs ayant le droit de voter, mais au moins par trois et au plus par 50 électeurs ; dans les établissements comptant en général jusqu'à 20 travailleurs ayant qualité d'électeurs, la signature de deux électeurs sera suffisante. Les dispositions de l'article 8 alinéa 1 phrases 2 à 6 s'appliqueront par analogie.

ARTICLE 9 CONVOCATION DU COLLÈGE ÉLECTORAL

(1) Le président de la représentation des travailleurs à l'échelon du groupe ou, à défaut d'un organe de représentation des travailleurs à ce niveau, à l'échelon de l'entreprise ou, à défaut d'un organe de représentation des travailleurs à ce niveau, à l'échelon de l'établissement, devra sur la base des informations qui lui auront été communiquées par les directions,

1. fixer le lieu, la date et l'heure de la réunion du collège électoral ;
2. déterminer le nombre de membres provenant des organes de représentation respectifs des travailleurs selon les dispositions de l'article 8 alinéa 6 ;
3. convoquer à la réunion du collège électoral.

(2) Dans le cas où il existerait plusieurs organes de représentation des travailleurs au même échelon, les obligations stipulées à l'alinéa 1 incomberont au président de l'organe qui représente le plus grand nombre de travailleurs.

ARTICLE 10 ÉLECTION DES MEMBRES DU GROUPE SPÉCIAL DE NÉGOCIATION

(1) Les deux tiers au moins des membres du collège électoral, lesquels devront représenter au moins les deux tiers des travailleurs, devront être présents lors de l'élection. Les membres du collège

électoral disposeront d'autant de voix qu'ils représentent de travailleurs. L'élection aura lieu à la majorité simple des suffrages exprimés.

(2) Au sein du collège électoral, les organes de représentation des travailleurs et les membres élus par élection directe représenteront tous les travailleurs de l'entité pour laquelle ils sont compétents en vertu de l'article 8 alinéa 2 à 5. Les travailleurs non représentés conformément aux dispositions de la phrase 1 seront rattachés à parts égales aux organes de représentation des travailleurs au sein du groupe concerné.

(3) Dans le cas où une représentation des travailleurs serait représentée au sein du collège électoral par plusieurs membres, le nombre de voix dont ils disposent et correspondant au nombre de travailleurs qu'ils représentent, seront réparties de manière égale. Cette disposition s'appliquera également aux membres du collège électoral élus selon les modalités de l'article 8 alinéa 5 phrase 3.

CHAPITRE 3

PROCEDURE DE NEGOCIATION

ARTICLE 11 INFORMATION RELATIVE AUX MEMBRES DU GROUPE SPECIAL DE NEGOCIATION

(1) L'élection ou la désignation des membres du Groupe spécial de Négociation devra avoir lieu dans les dix semaines suivant la communication des informations aux termes des dispositions de l'article 4 alinéas 2 et 3. Les noms des membres du Groupe spécial de Négociation, leur adresse ainsi que le nom de l'entreprise à laquelle ils appartiennent devront être communiqués sans délai aux directions. Les directions devront communiquer ces informations aux directions locales des établissements et des entreprises, aux organes de représentation des travailleurs et aux comités d'expression des cadres dirigeants ainsi qu'aux syndicats représentés au sein des établissements implantés sur le territoire national.

(2) La procédure de négociation prévue aux articles 12 à 17 s'appliquera également au cas où le délai prévu à l'alinéa 1 phrase 1 n'aura pas été respecté pour des raisons imputables aux travailleurs. Un membre élu ou désigné après expiration du délai pourra à tout moment prendre part à la procédure.

ARTICLE 12 REUNIONS ; REGLEMENT INTERIEUR

(1) Les directions convoqueront, immédiatement après la désignation des membres ou, au cas mentionné à l'article 11 après expiration du délai mentionné à l'article 11 alinéa 1 phrase 1, à la réunion de constitution du Groupe spécial de Négociation et en informeront les directions locales d'établissements et d'entreprises. Le Groupe spécial de Négociation élira en son sein un président et au moins deux vice-présidents. Il pourra se doter d'un règlement intérieur écrit.

(2) Le président pourra organiser des réunions supplémentaires.

ARTICLE 13 COOPÉRATION ENTRE LE GROUPE SPÉCIAL DE NÉGOCIATION ET LES DIRECTIONS

(1) Le Groupe spécial de Négociation conclura avec les directions un accord sur l'implication des travailleurs au sein de la SE. Ils coopéreront loyalement afin de réaliser cet objectif.

(2) Les directions devront communiquer en temps utile au Groupe spécial de Négociation toutes les informations nécessaires et mettre à sa disposition tous les documents nécessaires. Le Groupe spécial de Négociation devra notamment être tenu informé du projet et du déroulement du processus de constitution de la SE jusqu'à l'immatriculation de cette dernière. La date, le nombre et le lieu des

négociations seront fixés d'un commun accord entre les directions et le Groupe spécial de Négociation.

ARTICLE 14 EXPERTS ET REPRESENTANTS D'ORGANISATIONS EXTERNES APPROPRIÉES

(1) Lors des négociations, le Groupe spécial de Négociation pourra demander à être assisté dans sa tâche par des experts de son choix, ceci pouvant également inclure des représentants d'organisations syndicales au niveau communautaire. Ces experts pourront, si le Groupe spécial de Négociation le souhaite, participer aux négociations à titre consultatif.

(2) Le Groupe spécial de Négociation pourra décider d'informer les représentants d'organisations externes appropriées du début des négociations.

ARTICLE 15 ADOPTION DE DECISIONS AU SEIN DU GROUPE SPECIAL DE NEGOCIATION

(1) Les membres du Groupe spécial de Négociation élus ou désignés dans un État membre représentent tous les travailleurs employés dans ledit État membre. Tant qu'aucun membre n'aura été élu ou désigné dans un État membre au Groupe spécial de Négociation (article 11 alinéa 2), les travailleurs concernés ne seront pas considérés comme représentés.

(2) Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 ainsi que de l'article 16 alinéa 1, les décisions du Groupe spécial de Négociation seront adoptées à la majorité de ses membres, laquelle majorité devra en même temps comprendre la majorité des travailleurs représentés. Chaque membre élu ou désigné en Allemagne représentera un nombre égal de travailleurs.

(3) Dans le cas où le résultat des négociations devrait entraîner une réduction des droits de participation des travailleurs, la majorité requise pour l'adoption d'un tel accord sera la majorité des deux tiers des membres du Groupe spécial de Négociation, lesquels devront représenter au moins les deux tiers des travailleurs dans au moins deux États membres, et ce

1. dans le cas d'une SE constituée par voie de fusion, si la participation concerne au moins 25 % du nombre total des travailleurs employés par les sociétés participantes ou les filiales concernées, ou
2. dans le cas d'une SE constituée par création d'une société holding ou par constitution d'une filiale, si la participation concerne au moins 50 % du nombre total des travailleurs des sociétés participantes ou des filiales concernées.

(4) On entend par réduction des droits de participation

1. une quote-part de représentants des travailleurs dans l'organe de surveillance ou d'administration de la SE inférieur à la quote-part la plus élevée existant au sein des sociétés participantes, ou
2. la suppression ou la limitation du droit d'élire, de désigner, de recommander ou de refuser des membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société.

(5) Dans le cas d'une SE constituée par transformation, une décision selon les modalités de l'alinéa 3 ne pourra pas être adoptée.

ARTICLE 16 DECISION DE NE PAS ENGAGER DE NEGOCIATIONS OU DE CLORE DES NEGOCIATIONS DEJA ENTAMEES

(1) Le Groupe spécial de Négociation pourra décider de ne pas engager de négociations ou de clore des négociations déjà entamées. Une telle décision requiert une majorité des deux tiers des membres

du Groupe spécial de Négociation, laquelle devra à son tour représenter au moins les deux tiers des travailleurs dans au moins deux États membres. Les dispositions relatives à l'information et à la consultation des travailleurs en vigueur dans les États membres dans lesquels la SE emploie des travailleurs seront applicables.

(2) Une décision adoptée selon les dispositions de l'alinéa 1 met un terme à la procédure relative à la conclusion d'un accord selon l'article 21. Si un tel accord a été conclu, les dispositions des articles 22 à 33 relatives au Comité d'entreprise SE en vertu de la loi ainsi que les dispositions des articles 34 à 38 relatives à la participation en vertu de la loi ne s'appliqueront pas.

(3) Lorsqu'une SE est constituée par voie de transformation, une décision selon l'alinéa 1 ne peut pas être adoptée si les travailleurs de la société qui doit être transformée disposent de droits de participation.

ARTICLE 17 PROCES-VERBAL

Le procès-verbal, qui devra être signé par le président ainsi que par un autre membre du Groupe spécial de Négociation, devra mentionner s'il y a eu

1. une décision relative à la conclusion d'un accord conformément à l'article 13 alinéa 1 ou
2. une décision de ne pas engager de négociations ou de clore des négociations déjà entamées conformément à l'article 16 alinéa 1 ainsi que
3. la majorité à laquelle lesdites décisions ont été adoptées.

Une copie du procès-verbal devra être adressée aux directions.

ARTICLE 18 REPRISE DES NEGOCIATIONS

(1) Au plus tôt deux ans après la date de la décision adoptée selon l'article 16 paragraphe 1, un Groupe spécial de Négociation sera recréé à la demande écrite d'au moins 10 pour cent des travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements ou de leurs représentants, étant entendu que la SE, ses filiales et établissements remplaceront les sociétés participantes, les filiales concernées et les établissements concernés. Les parties pourront convenir de reprendre les négociations plus tôt.

(2) Si le Groupe spécial de Négociation décide la reprise des négociations avec la direction de la SE conformément à l'alinéa 1 mais que ces négociations n'aboutissent pas à un accord, les dispositions des articles 22 à 33 relatives au Comité d'entreprise SE en vertu de la loi ainsi que les dispositions des articles 34 à 38 relatives à la participation des travailleurs en vertu de la loi ne seront pas applicables.

(3) Dans le cas où seraient prévus des changements structurels de la SE qui soient susceptibles de réduire les droits d'implication des travailleurs, des négociations sur les droits d'implication des travailleurs de la SE auront lieu à l'initiative de la direction de la SE ou du Comité d'entreprise SE. Au lieu du Groupe spécial de Négociation non encore constitué, les négociations avec la direction de la SE pourront être menées d'un commun accord par le Comité d'entreprise SE conjointement avec les représentants des travailleurs touchés par le changement structurel prévu qui n'étaient pas jusqu'alors représentés par le Comité d'entreprise SE. Dans le cas où ces négociations n'aboutiraient pas à un accord, les dispositions des articles 22 à 33 relatives au Comité d'entreprise SE en vertu de la loi et des articles 34 à 38 relatives à la participation des travailleurs en vertu de la loi seront applicables.

(4) Dans les cas prévus aux alinéas 1 et 3, les dispositions de la partie 2 seront applicables à la condition que les directions soient remplacées par la direction de la SE.

ARTICLE 19 COÛTS DU GROUPE SPECIAL DE NEGOCIATION

Les coûts nécessaires occasionnés par la constitution et les activités du Groupe spécial de Négociation seront pris en charge par les sociétés participantes et, après sa création, par la SE en tant que codébiteurs solidaires. Les locaux, les moyens matériels, les interprètes et le personnel de bureau nécessaires pour le bon fonctionnement des réunions devront notamment être mis à disposition et les frais de déplacement et de séjour nécessaires pour les membres du Groupe spécial de Négociation devront être pris en charge.

ARTICLE 20 DUREE DES NEGOCIATIONS

(1) Les négociations démarreront à compter de la constitution du Groupe spécial de Négociation et pourront durer jusqu'à six mois. La date de constitution désigne la date de convocation par les directions à la réunion de constitution du Groupe spécial de Négociation.

(2) Les parties pourront décider d'un commun accord de poursuivre les négociations au-delà de la période mentionnée à l'alinéa 1 jusqu'à un an au total, à compter de la mise en place du Groupe spécial de Négociation.

PARTIE 3 IMPLICATION DES TRAVAILLEURS AU SEIN DE LA SE

CHAPITRE 1 IMPLICATION DES TRAVAILLEURS EN VERTU D'UN ACCORD

ARTICLE 21 CONTENU DE L'ACCORD

(1) L'accord écrit entre les directions et le Groupe spécial de Négociation déterminera, sans préjudice de l'autonomie des parties et sous réserve des dispositions de l'alinéa 6 :

1. le champ d'application de l'accord, y compris les entreprises et établissements situés en dehors du territoire national des États membres dans la mesure où ceux-ci sont inclus dans le champ d'application ;
2. la composition du Comité d'entreprise SE, le nombre de ses membres et la répartition des sièges, y compris les répercussions de changements substantiels du nombre de travailleurs employés par la SE ;
3. les attributions et la procédure d'information et de consultation du Comité d'entreprise SE ;
4. la fréquence des réunions du Comité d'entreprise SE ;
5. les moyens financiers et matériels devant être mis à la disposition du Comité d'entreprise SE ;
6. la date d'entrée en vigueur de l'accord et sa durée ; de plus, les cas dans lesquels l'accord devra être renégocié ainsi que la procédure à appliquer dans un tel cas.

(2) Dans le cas où il ne serait pas constitué de Comité d'entreprise SE, les parties devront fixer les modalités de mise en œuvre de la procédure ou des procédures d'information et de consultation. Les dispositions de l'alinéa 1 seront applicables par analogie.

(3) Dans le cas où les parties concluent un accord sur la participation des travailleurs, sa teneur devra être définie. Devront notamment être stipulés :

1. le nombre de membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE que les travailleurs pourront élire ou désigner ou dont ils pourront recommander ou refuser la désignation ;
2. la procédure selon laquelle les travailleurs éliront ou désigneront ces membres ou bien pourront recommander ou refuser leur désignation et
3. les droits de ces membres.

(4) L'accord devra prévoir l'ouverture de négociations sur l'implication des travailleurs au sein de la SE préalablement à la mise en œuvre de changements structurels dans la SE. Les parties pourront convenir de la procédure à appliquer dans un tel cas.

(5) L'accord pourra stipuler que les dispositions des articles 22 à 33 sur le Comité d'entreprise SE en vertu de la loi et les articles 34 à 38 sur la participation des travailleurs en vertu de la loi seront applicables intégralement ou en partie.

(6) Sans préjudice du rapport entre la présente loi et d'autres dispositions sur la participation des travailleurs dans une entreprise, l'accord devra, dans le cas d'une SE constituée par transformation, garantir pour tous les aspects de la participation des travailleurs au moins le même degré de participation que celui qui existe dans la société qui sera transformée en SE. Ceci vaut également en cas de passage d'une structure d'organisation dualiste à une structure moniste de la société et inversement.

CHAPITRE 2

IMPLICATION DES TRAVAILLEURS EN VERTU DE LA LOI

SECTION 1

LE COMITE D'ENTREPRISE SE INSTITUTE EN VERTU DE LA LOI

SOUS-SECTION 1

FORMATION ET GESTION

ARTICLE 22 CONDITION PREALABLE

(1) Les dispositions des articles 23 à 33 sur le Comité d'entreprise SE établi en vertu de la loi seront applicables à partir de la date d'immatriculation de la SE si

1. les parties ont conclu un accord dans ce sens ou
2. aucun accord n'a été conclu avant fin de la période mentionnée à l'article 20 et si le Groupe spécial de Négociation n'a pas adopté de décision sur le fondement de l'article 16.

(2) Les dispositions de l'alinéa 1 s'appliqueront par analogie au cas mentionné à l'article 18 alinéa 3.

ARTICLE 23 CREATION DU COMITE D'ENTREPRISE SE

(1) Un Comité d'entreprise SE devra être constitué afin de garantir le droit d'information et de consultation au sein de la SE. Celui-ci se composera de travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements. Les dispositions de l'article 5 alinéa 1, de l'article 6 alinéa 1 et 2 phrases 2 et 3, des articles 7 à 10 et de l'article 11 alinéa 1 phrases 2 et 3 s'appliqueront par analogie à la création du Comité d'entreprise SE étant entendu que la SE ainsi que ses filiales et établissements remplaceront les sociétés participantes ainsi que les filiales et établissements concernés. Dans le cas prévu à l'article 22 alinéa 1 n° 2, la fin de la période mentionnée à l'article 20 est déterminante pour constater le nombre de travailleurs employés. L'appartenance au Comité d'entreprise SE démarrera à compter de l'élection ou de la désignation. La durée d'appartenance des membres élus ou désignés en Allemagne est de quatre ans si elle ne prend pas fin prématurément pour cause de révocation ou autres motifs. Les articles 8 à 10 s'appliqueront par analogie à la révocation étant entendu que la SE, ses filiales et établissements remplaceront les sociétés participantes ainsi que les filiales et établissements concernés.

(2) La direction de la SE convoquera sans délai après la nomination des membres à la réunion de constitution du Comité d'entreprise SE. Le Comité d'entreprise SE élira en son sein un président et son vice-président.

(3) Le président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, le vice-président représentera le Comité d'entreprise SE dans le cadre des décisions qu'il aura adoptées. Le président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, le vice-président sera habilité à prendre réception des déclarations devant être remises au Comité d'entreprise SE.

(4) Le Comité d'entreprise SE formera en son sein un Comité composé de trois membres, dont feront partie, outre le président, deux membres supplémentaires devant être élus. Le Comité gèrera les affaires courantes du Comité d'entreprise SE (Comité Restreint).

ARTICLE 24 REUNIONS ET DECISIONS

(1) Il convient que le Comité d'entreprise SE se dote d'un règlement intérieur écrit qui sera adopté à la majorité de ses membres.

(2) Avant les réunions avec la direction de la SE, le Comité d'entreprise SE ou le Comité Restreint - le cas échéant dans sa composition élargie aux termes de l'article 29 alinéa 3 - sera habilité à se réunir sans que les représentants de la direction de la SE ne soient présents. Le Comité d'entreprise SE pourra tenir des réunions supplémentaires avec l'accord de la direction de la SE. Les réunions du Comité d'entreprise SE ne sont pas publiques.

(3) Le Comité d'entreprise SE a atteint le quorum lorsque la moitié au moins de ses membres sont présents. Les décisions du Comité d'entreprise SE seront adoptées à la majorité des membres présents sauf disposition contraire de la présente loi.

ARTICLE 25 EXAMEN DE LA COMPOSITION DU COMITE D'ENTREPRISE SE

La direction de la SE devra examiner tous les deux ans, à compter de la date de la réunion de constitution du Comité d'entreprise SE, si des changements sont intervenus dans la SE et ses filiales et établissements, en particulier en ce qui concerne le nombre de travailleurs employés dans les différents États membres. Elle devra en communiquer le résultat au Comité d'entreprise SE. Dans le cas où une modification de la composition du Comité d'entreprise SE s'avèrerait ainsi nécessaire, ce dernier fera le nécessaire auprès des instances compétentes dans les États membres correspondants afin que les membres du Comité d'entreprise SE soient nouvellement élus ou désignés dans ces États membres. Cette nouvelle élection ou désignation mettra fin à l'appartenance au Comité d'entreprise SE des anciens représentants des travailleurs provenant de ces États membres.

ARTICLE 26 DECISION DE REOUVERTURE DE NEGOCIATIONS

(1) Quatre ans après sa constitution, le Comité d'entreprise SE devra adopter une décision à la majorité de ses membres afin de décider s'il convient de négocier un accord aux termes de l'article 21 ou si les règles applicables jusqu'alors devront continuer à être en vigueur.

(2) S'il est décidé de négocier un accord selon l'article 21, les articles 13 à 15, 17, 20 et 21 s'appliqueront par analogie étant entendu que le Comité d'entreprise SE remplacera le Groupe spécial de Négociation. S'il n'est pas conclu d'accord, la réglementation en vigueur continuera à s'appliquer.

..... SOUS-SECTION 2 MISSIONS

ARTICLE 27 COMPETENCES DU COMITE D'ENTREPRISE SE

Le Comité d'entreprise SE est compétent pour les affaires qui concernent la SE proprement dite, l'une de ses filiales ou l'un de ses établissements dans un autre État membre ou pour les affaires qui dépassent les attributions des instances compétentes à l'échelon de l'État membre concerné.

ARTICLE 28 INFORMATION ET CONSULTATION ANNUELLES

(1) La direction de la SE devra informer et consulter au moins une fois par année civile, lors d'une réunion commune, le Comité d'entreprise SE sur l'évolution des activités et les perspectives de la SE en présentant en temps voulu les documents nécessaires. Les documents nécessaires comprendront en particulier

1. les rapports d'activité,
2. l'ordre du jour de toutes les réunions de l'organe de direction et de l'organe de surveillance ou d'administration,
3. les copies de tous les documents qui seront présentés à l'assemblée générale des actionnaires.

(2) L'évolution des activités et les perspectives au sens visé par l'alinéa 1 comprendront en particulier

1. la structure de la SE ainsi que la situation économique et financière ;
2. l'évolution probable des activités, de la production et des ventes ;
3. la situation et l'évolution probable de l'emploi ;
4. les investissements (programmes d'investissement) ;
5. les changements substantiels concernant l'organisation ;
6. l'introduction de nouvelles méthodes de travail et de fabrication ;
7. le déplacement d'entreprises, d'établissements ou de parties importantes de ceux-ci ainsi que les délocalisations de la production ;
8. les fusions ou scissions d'entreprises ou d'établissements ;
9. les réductions de capacités ou fermetures d'entreprises, d'établissements ou de parties importantes de ceux-ci ;
10. les licenciements collectifs.

(3) La direction de la SE informera les directions du lieu et de la date de la réunion.

ARTICLE 29 INFORMATION ET CONSULTATION EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

(1) La direction de la SE devra informer en temps voulu le Comité d'entreprise SE de circonstances exceptionnelles affectant considérablement les intérêts des travailleurs, en présentant les documents nécessaires. Sont en particulier considérées comme des circonstances exceptionnelles

1. la délocalisation ou le transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties importantes de ceux-ci ;
2. la fermeture d'entreprises, d'établissements ou de parties importantes de ceux-ci ;
3. les licenciements collectifs.

(2) Le Comité d'entreprise SE sera habilité, sur demande, à se réunir avec la direction de la SE ou avec les représentants d'un autre niveau de direction compétent et doté de propres pouvoirs de décision, afin d'être consulté à propos des circonstances exceptionnelles.

(3) Les droits mentionnés à l'alinéa 2 pourront être attribués au Comité Restreint (article 23 alinéa 4) sur décision du Comité d'entreprise SE. Dans le cas où une réunion aurait lieu avec le Comité Restreint, les membres du Comité d'entreprise SE qui représentent les travailleurs directement touchés par ces mesures seront également habilités à y participer.

(4) Dans le cas où la direction de la SE déciderait de ne pas agir conformément à l'avis émis par le Comité d'entreprise SE ou le Comité Restreint, le Comité d'entreprise SE sera habilité à se réunir une deuxième fois avec la direction de la SE afin d'aboutir à un accord.

ARTICLE 30 INFORMATION PAR LE COMITE D'ENTREPRISE SE

Le Comité d'entreprise SE informera les représentants des travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements de la teneur et des résultats de la procédure d'information et de consultation. En l'absence de représentants des travailleurs, les travailleurs devront être informés directement.

SOUS-SECTION 3 DETACHEMENT ET COUTS

ARTICLE 31 FORMATION CONTINUE

Le Comité d'entreprise SE pourra désigner des membres pour participer à des mesures de formation continue et de formation initiale dans la mesure où ces cours transmettront des connaissances nécessaires pour le travail du Comité d'entreprise SE. Le Comité d'entreprise SE devra informer en temps voulu la direction de la SE de la participation à une telle formation ainsi que des dates de cette formation. Les impératifs de l'entreprise devront être pris en compte au moment de fixer les dates.

ARTICLE 32 EXPERTS

Le Comité d'entreprise SE ou le Comité Restreint pourront bénéficier du soutien d'experts de leur choix dans la mesure où cela sera nécessaire pour l'accomplissement en bonne et due forme de leur mission. Les experts pourront être également des représentants syndicaux.

ARTICLE 33 COUTS ET FRAIS DE MATERIEL

Les coûts nécessaires occasionnés par la formation et les activités du Comité d'entreprise SE et du Comité Restreint seront pris en charge par la SE. Au demeurant, l'article 19 phrase 2 sera applicable par analogie.

SECTION 2 PARTICIPATION EN VERTU DE LA LOI

ARTICLE 34 CONDITIONS PARTICULIERES

(1) Dans le cas où les conditions stipulées à l'article 22 sont réunies, les dispositions à propos de la participation des travailleurs en vertu de la loi selon les articles 35 à 38 seront applicables

1. dans le cas d'une SE créée par transformation, lorsque des dispositions sur la participation des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration étaient en vigueur au sein de la société avant la transformation ;
2. dans le cas d'une SE créée par fusion lorsque,
 - a) avant immatriculation de la SE, dans l'une ou plusieurs des sociétés participantes, il existait une ou plusieurs formes de participation s'étendant à au moins 25 pour cent du nombre total de travailleurs de toutes les sociétés participantes et filiales concernées ou
 - b) lorsque, avant immatriculation de la SE, dans l'une ou plusieurs des sociétés participantes, il existait une ou plusieurs formes de participation s'étendant à moins de 25 pour cent du nombre total de travailleurs de toutes les sociétés participantes et

filiales concernées et que le Groupe spécial de Négociation adopte une décision correspondante ;

3. dans le cas d'une SE créée par institution d'une holding ou d'une filiale lorsque,
 - a) avant immatriculation de la SE, dans l'une ou plusieurs des sociétés participantes, il existait une ou plusieurs formes de participation s'étendant à au moins 50 pour cent du nombre total de travailleurs de toutes les sociétés participantes et filiales concernées ou
 - b) lorsque, avant immatriculation de la SE, dans l'une ou plusieurs des sociétés participantes, il existait une ou plusieurs formes de participation s'étendant à moins de 50 pour cent du nombre total de travailleurs de toutes les sociétés participantes et filiales concernées et que le Groupe spécial de Négociation adopte une décision correspondante.

(2) Si dans les cas mentionnés à l'alinéa 1 n° 2 et 3, il existait plus d'une forme de participation au sens visé par l'article 2 alinéa 12 dans les différentes sociétés participantes, le Groupe spécial de Négociation décidera laquelle de ces formes sera introduite au sein de la SE. Si le Groupe spécial de Négociation n'adopte pas une telle décision et si une société implantée sur le territoire national, dont les travailleurs bénéficient de droits de participation, participe à la création de la SE, la participation des travailleurs sera régie par les dispositions de l'article 2 alinéa 12 n° 1. Dans le cas où aucune société implantée sur le territoire national, dont les travailleurs bénéficient de droits de participation, ne participerait à la création de la SE, la forme de participation applicable aux termes de l'article 2 alinéa 12 sera celle s'étendant au plus grand nombre de travailleurs employés dans les sociétés participantes.

(3) Le Groupe spécial de Négociation informera les directions des décisions qu'il aura adoptées selon l'alinéa 1 n° 2 lettre b et n° 3 lettre b et alinéa 2 phrase 1.

ARTICLE 35 ÉTENDUE DE LA PARTICIPATION

(1) Dans le cas où les conditions stipulées à l'article 34 alinéa 1 n° 1 (création d'une SE par transformation) seront réunies, les dispositions sur la participation ayant été en vigueur dans la société avant la transformation continueront d'être applicables.

(2) Dans le cas où les conditions stipulées à l'article 34 alinéa 1 n° 2 (création de la SE par fusion) ou à l'article 34 alinéa 1 n° 3 (création d'une SE holding ou d'une filiale SE) seront réunies, les travailleurs de la SE, de leurs filiales et établissements ou leur instance de représentation seront habilités à élire ou désigner une partie des membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE ou à recommander ou refuser leur désignation. Le nombre de ces représentants des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE sera calculé en fonction du plus grand nombre de représentants des travailleurs ayant existé dans les organes des sociétés participantes avant immatriculation de la SE.

ARTICLE 36 REPARTITION DES SIEGES ET DESIGNATION

(1) Le Comité d'entreprise SE répartira le nombre de sièges au sein de l'organe de surveillance ou d'administration entre les États membres dans lesquels des membres doivent être élus ou désignés. La répartition sera fonction de la quote-part respective de travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements employés dans les différents États membres. Dans le cas où lors de cette répartition au prorata, les travailleurs d'un ou de plusieurs États membres n'obtiendraient pas de siège, le Comité d'entreprise SE devra attribuer le dernier siège à répartir à un État membre qui n'aura pas encore été pris en considération jusqu'à présent. Ce siège devra, pour autant que cela soit approprié, être attribué à l'État membre dans lequel la SE aura son siège. Cette procédure de répartition vaut également dans le cas où les travailleurs de la SE peuvent recommander ou refuser des membres de ces organes.

(2) Si les États membres n'adoptent pas de dispositions propres concernant l'affectation des sièges qui leur sont attribués, il incombera au Comité d'entreprise SE de désigner les représentants des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE.

(3) Le calcul des représentants des travailleurs revenant à l'Allemagne au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE sera effectué par un collège électoral, composé de représentations des travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements. Les articles 6 alinéas 2 à 4, article 8 alinéa 1 phrases 2 à 5, alinéas 2 à 7 et les articles 9 et 10 s'appliqueront par analogie à la procédure électorale à la condition que la SE, ses filiales et établissements remplacent les sociétés participantes, les filiales et les établissements concernés. Le résultat de l'élection devra être communiqué à la direction de la SE, au Comité d'entreprise SE, aux élus, aux comités d'expression et aux syndicats.

(4) Les représentants des travailleurs déterminés selon les alinéas 2 et 3 seront proposés à l'assemblée générale de la SE pour désignation. L'assemblée générale suivra ces propositions.

ARTICLE 37 REVOCATION ET CONTESTATION DE LA VALIDITE

(1) Un membre ou un suppléant représentant les travailleurs d'Allemagne au sein de l'organe de surveillance ou d'administration pourra être révoqué avant l'arrivée à terme de son mandat. Sont habilités à en faire la demande

1. les représentations des travailleurs qui ont constitué le collège électoral ;
2. en cas d'élection directe, au moins trois travailleurs ayant droit de vote ;
3. pour un membre selon l'article 6 alinéa 3, uniquement le syndicat qui a proposé le membre ;
4. pour un membre selon l'article 6 alinéa 4, uniquement le comité d'expression qui a proposé le membre.

Les articles 8 à 10 s'appliqueront par analogie à la procédure de révocation à condition que la SE, ses filiales et établissements remplacent les sociétés participantes, les filiales et les établissements concernés ; par dérogation à l'article 8 alinéa 5 et article 10 alinéa 1 phrase 3, la décision requiert une majorité des trois quarts des voix exprimées. La révocation de représentants des travailleurs incombera à l'assemblée générale de la SE.

(2) L'élection d'un membre ou d'un suppléant représentant les travailleurs d'Allemagne au sein de l'organe de surveillance ou d'administration pourra être contestée s'il y a eu infraction à des dispositions essentielles concernant la législation électorale, l'éligibilité ou la procédure électorale et qu'une correction n'a pas été effectuée, à moins que l'infraction n'ait pas pu changer ou influencer le résultat de l'élection. Sont habilités à contester la validité, les personnes mentionnées à l'alinéa 1 phrase 2, le Comité d'entreprise SE et la direction de la SE. La plainte devra être déposée dans un délai d'un mois après la décision de désignation de l'assemblée générale.

ARTICLE 38 STATUT JURIDIQUE; STRUCTURE INTERNE

(1) Les représentants des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration auront les mêmes droits et les mêmes devoirs que les membres qui représentent les actionnaires.

(2) Le nombre de membres de l'organe de direction (article 16 de la Loi allemande d'application SE, *SE-Ausführungsgesetz*) ou de directeurs-gérants (article 40 de la Loi allemande d'application SE) sera de deux au minimum. L'un d'entre eux sera compétent pour le domaine du travail et des affaires sociales.

(3) Si dans l'une des sociétés participantes, l'organe de surveillance se compose du même nombre de représentants des actionnaires que de représentants des travailleurs plus un membre supplémentaire, un membre supplémentaire devra également être élu au sein de l'organe de surveillance ou

d'administration de la SE sur proposition commune des représentants des actionnaires et des représentants des travailleurs.

SECTION 3

PROTECTION D'ENTREPRISES POURSUIVANT CERTAINS BUTS

ARTICLE 39 ENTREPRISES POURSUIVANT CERTAINS BUTS

(1) Les dispositions de la section 2 ne s'appliquent pas aux SE poursuivant directement et essentiellement

1. un but politique, de politique syndicale, religieux, caritatif, éducatif, scientifique ou artistique ou
2. des objectifs d'information ou d'expression d'opinion auxquels l'article 5 alinéa 1 phrase 2 de la Loi fondamentale est applicable.

(2) L'information et la consultation se limitent aux affaires mentionnées à l'article 28 alinéa 2 n° 5 à 10 ainsi qu'à l'article 29 et ne porteront que sur la compensation ou l'atténuation des inconvénients économiques résultant, pour les travailleurs, des modifications ayant lieu dans l'entreprise ou dans l'établissement.

PARTIE 4

PRINCIPES DE COOPERATION ET DISPOSITIONS PROTECTRICES

ARTICLE 40 COOPERATION LOYALE

La direction de la SE et le Comité d'entreprise SE ou, dans le cadre d'une procédure d'information et de consultation, les représentants des travailleurs, coopéreront loyalement pour le bien des travailleurs et de l'entreprise ou du groupe.

ARTICLE 41 PRESERVATION DU SECRET; CONFIDENTIALITE

(1) Les obligations d'information des directions et de la direction de la SE aux termes de la présente loi n'existent que dans la mesure où, en se basant sur des critères objectifs, ceci ne menacera aucun secret professionnel ou commercial des sociétés participant à la création, de la SE ou de ses filiales et établissements respectifs.

(2) Les membres et les suppléants d'un Comité d'entreprise SE sont tenus, indépendamment du lieu dans lequel ils se trouvent, de ne pas divulguer ni exploiter des secrets professionnels ou commerciaux dont ils auront eu connaissance en raison de leur appartenance au Comité d'entreprise SE et qui auront été expressément qualifiés de confidentiels par la direction de la SE. Cette obligation subsistera même après le départ du Comité d'entreprise SE.

(3) L'obligation de confidentialité du Comité d'entreprise SE selon l'alinéa 2 ne s'appliquera pas à l'égard

1. des membres du Comité d'entreprise SE ;
2. des représentants des travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements si ces représentants des travailleurs doivent être informés en vertu d'un accord selon l'article 21 ou l'article 30 du contenu de l'information et du résultat de la consultation ;
3. des représentants des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE ainsi que

4. des interprètes et experts auxquels il sera fait appel.

(4) L'obligation de confidentialité selon l'alinéa 2 s'appliquera par analogie

1. aux membres et aux suppléants du Groupe spécial de Négociation ;
2. aux représentants des travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements ;
3. aux représentants des travailleurs qui participent de toute autre façon à une procédure d'information et de consultation ;
4. aux experts et interprètes.

(5) L'exception à l'obligation de confidentialité selon l'alinéa 3 n° 1 s'appliquera par analogie au groupe de personnes mentionné à l'alinéa 4 n° 1 à 3. De plus, l'obligation de confidentialité ne s'appliquera pas

1. aux membres du Groupe spécial de Négociation à l'égard des interprètes et des experts ;
2. aux représentants des travailleurs selon l'alinéa 4 n° 3 à l'égard de représentants des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE, à l'égard des interprètes et des experts auxquels il aura été fait appel conformément à l'accord ni à l'égard des représentants des travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements dans la mesure où ces derniers doivent aux termes de l'accord (article 21) être informés du contenu de l'information et du résultat de la consultation.

ARTICLE 42 PROTECTION DES REPRESENTANTS DES TRAVAILLEURS

Dans l'accomplissement de leur mission, les

1. membres du Groupe spécial de Négociation ;
2. membres du Comité d'entreprise SE ;
3. représentants des travailleurs participant de toute autre façon à une procédure d'information et de consultation ;
4. représentants des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE ;

qui sont employés par la SE, ses filiales ou établissements ou l'une des sociétés participantes, filiales concernées ou établissements concernés, bénéficieront de la même protection et des mêmes garanties que les représentants des travailleurs selon les lois et les pratiques de l'État membre dans lequel ils sont employés. Ceci vaut en particulier pour

1. la protection contre le licenciement,
2. la participation aux réunions des instances respectivement mentionnées à la phrase 1 et
3. le maintien du paiement du salaire.

ARTICLE 43 INTERDICTION D'ABUS

Une SE ne doit pas être employée abusivement afin de retirer aux travailleurs leurs droits d'implication ou afin de les en priver. Il est présumé qu'il s'agit d'un abus lorsque dans un délai d'un an après création de la SE, des changements structurels sont effectués sans mise en œuvre d'une procédure selon les modalités de l'article 18 alinéa 3 et lorsque ces changements structurels ont pour effet de retirer aux travailleurs leurs droits d'implication ou de les en priver.

ARTICLE 44 PROTECTION DE LA CONSTITUTION ET DE L'ACTIVITE

Nul n'est en droit

1. d'entraver ou d'influencer, en causant ou en menaçant de causer des préjudices ou en accordant ou en promettant d'accorder des avantages, la formation du Groupe spécial de Négociation, la constitution d'un Comité d'entreprise SE ou l'introduction d'une procédure d'information et de consultation selon l'article 21 alinéa 2 ou l'élection, la désignation, la recommandation ou le refus des représentants des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration ;
2. d'entraver ou de gêner l'activité du Groupe spécial de Négociation, du Comité d'entreprise SE ou des représentants des travailleurs selon l'article 21 alinéa 2 ou d'entraver ou de gêner l'activité des représentants des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration ou
3. de désavantager ou de favoriser en raison de son activité un membre ou un suppléant du Groupe spécial de Négociation ou du Comité d'entreprise SE ou un représentant des travailleurs selon l'article 21 alinéa 2 ou un représentant des travailleurs au sein de l'organe de surveillance ou d'administration.

PARTIE 5

DISPOSITIONS PENALES ET RELATIVES AUX AMENDES ; DISPOSITION FINALE

ARTICLE 45 DISPOSITIONS PENALES

(1) Sera puni d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à deux ans ou d'une amende, quiconque

1. aura exploité un secret professionnel ou commercial, en violation de l'article 41 alinéa 2, également en liaison avec l'alinéa 4, ou
2. aura employé abusivement une SE afin de retirer aux travailleurs leurs droits d'implication ou de les en priver, en violation de l'article 43 phrase 1.

(2) Sera puni d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à un an ou d'une amende, quiconque

1. aura divulgué un secret professionnel ou commercial, en violation de l'article 41 alinéa 2, également en liaison avec l'alinéa 4,
2. aura entravé, influencé ou gêné, en violation de l'article 44 n° 1 ou 2, l'une des activités mentionnées dans ladite disposition ou
3. aura désavantagé ou favorisé, en violation de l'article 44 n° 3, l'une des personnes mentionnées dans ladite disposition.

(3) Lorsque l'auteur de l'infraction mentionnée à l'alinéa 2 n° 1 agit contre rémunération ou dans l'intention de s'enrichir ou d'enrichir un tiers ou de porter préjudice à autrui, la peine sera une peine d'emprisonnement allant jusqu'à deux ans ou une amende.

(4) L'infraction ne sera réprimée que sur plainte de la victime. Dans les cas mentionnés à l'alinéa 1 n° 2 et à l'alinéa 2 n° 2 et 3, le Groupe spécial de Négociation, le Comité d'entreprise SE, la majorité des représentants des travailleurs dans le cadre d'une procédure d'information et de consultation, tout membre de l'organe de surveillance ou d'administration, un syndicat représenté au sein de l'entreprise ainsi que les directions seront habilités à porter plainte.

ARTICLE 46 DISPOSITIONS CONCERNANT LES AMENDES ADMINISTRATIVES

(1) Le fait de

1. ne pas communiquer, communiquer de manière erronée, communiquer de manière incomplète ou ne pas communiquer à temps une information, en violation de l'article 4 alinéa 2 ou de l'article 5 alinéa 4 phrase 2, chacun également en liaison avec l'article 18 alinéa 4, ou
2. ne pas informer, informer de manière erronée, informer de manière incomplète, ne pas informer selon les formes prescrites ou ne pas informer à temps le Comité d'entreprise SE, en violation de l'article 28 alinéa 1 phrase 1 ou de l'article 29 alinéa 1 phrase 1

constitue une infraction.

(2) Cette infraction est passible d'une amende allant jusqu'à vingt mille euros.

ARTICLE 47 APPLICATION DU DROIT NATIONAL

(1) La présente loi ne porte pas atteinte aux droits d'implication des travailleurs qui leur sont reconnus selon la législation et la réglementation nationale, à l'exception

1. de la participation au sein des organes de la SE ;
2. des dispositions de la Loi sur les Comités d'entreprise européens [*Europäische Betriebsräte-Gesetz*], à moins que le Groupe spécial de Négociation n'ait adopté une décision selon l'article 16.

(2) Les règles et les structures relatives à la représentation des travailleurs dans une société participante ayant son siège sur le territoire national et cessant d'exister en tant qu'entité juridique distincte avec la constitution de la SE, sont maintenues après l'immatriculation de la SE. La direction de la SE garantit que cette représentation des travailleurs pourra continuer à exercer ses missions.

Mentions légales

Responsable de la publication :

Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales,
Service d'Information, de Publication et de Rédaction
53107 Bonn

Édition : août 2012

Si vous désirez passer des commandes :

N° de commande : C 741

Téléphone : 01805 / 77 80 90*

Téléfax : 01805 / 77 80 94*

*Prix fixe d'une communication depuis le réseau fixe allemand de 14 centimes/min. et de max. 42 centimes/min. depuis les réseaux mobiles

Adresse postale : Publikationsversand der Bundesregierung

Postfach 48 10 09

18132 Rostock

E-mail : publikationen@bundesregierung.de

Internet : <http://www.bmas.de>

Service pour sourds et malentendants :

E-mail : info.gehoerlos@bmas.bund.de

Tél. avec transcription écrite : 030 221 911 016

Fax : 030 221 911 017

Téléphone en langue des signes : gebaerdentelefon@sip.bmas.buergerservice-bund.de

Mise en page/design : Service de graphisme, Ministère fédéral du Travail et des
Affaires sociales

Traduction : Monique Kaetsch

Si vous souhaitez citer la présente publication, veuillez mentionner avec précision l'éditeur, le titre et la date de publication. Veuillez également envoyer un exemplaire justificatif à l'éditeur.

Téléphone au service des citoyens

Du lundi au jeudi de 8h00 à 20h00

Vous posez les questions - nous y répondons

Retraite : +49 (0)30 221 911 001

Assurance accidents/bénévolat : +49 (0)30 221 911 002

Politique du marché du travail et promotion de l'emploi : +49 (0)30 221 911 003

Droit du travail : +49 (0)30 221 911 004

Travail à temps partiel, cessation progressive d'activité, mini-emplois : +49 (0)30 221 911 005

Informations pour handicapés : +49 (0)30 221 911 006

Fonds Social Européen/Europe Sociale : +49 (0)30 221 911 007

Participation des travailleurs au capital : +49 (0)30 221 911 008

Informations sur le programme de formation : +49 (0)30 221 911 009

Service pour sourds et malentendants :

E-mail : info.gehoerlos@bmas.bund.de

Tél. avec transcription de texte : +49 (0)30 221 911 016

Fax : +49 (0)30 221 911 017

Tél. avec langue des signes : gebaerdentelefon@sip.bmas.buergerservice-bund.de

www.bmas.de

info@bmas.bund.de